

**Arrêté**  
**concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie**  
**(abrogé le 2 décembre 2014)**

du 22 janvier 2002

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 2 et 3 du décret du 3 juillet 1980 concernant l'adaptation du traitement des magistrats, fonctionnaires, enseignants et employés de la République et Canton du Jura à l'évolution du coût de la vie<sup>1</sup>,

vu le décret du 3 décembre 1981 fixant le traitement des chefs de section à poste accessoire<sup>2</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 1<sup>er</sup> octobre 1981 concernant les indemnités versées aux officiers de l'état civil<sup>3</sup>,

vu l'arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 fixant l'échelle des salaires des agents de poursuite engagés à salaire fixe<sup>4</sup>,

considérant que l'indice suisse des prix à la consommation a atteint 101,3 points en décembre 2001, sur la base de l'indice de mai 2000,

considérant que la condition d'octroi d'une allocation de renchérissement se trouve ainsi réalisée,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Une allocation de renchérissement de 0,3 % est allouée, dès janvier 2002.

<sup>2</sup> Ajoutée aux allocations octroyées dès janvier 2000, cette allocation compense le renchérissement total de 1,3 % enregistré à partir de l'indice 100 des prix à la consommation de mai 2000.

**Art. 2** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Delémont, le 22 janvier 2002

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Anita Rion  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RSJU 173.413](#)
- 2) [RSJU 511.41](#)
- 3) [RSJU 212.121.6](#)
- 4) [RSJU 173.411.011](#)